



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 23 MAI 2024

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2024-029
portant prescriptions complémentaires**

**Société MESSER
Commune d'Ugine**

*Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

- VU** le Code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et titre 6 (prévention des risques naturels) et les articles L. 511-1, L. 514-5, L. 171-8, D. 563-8-1 et R 563-6 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration, notamment l'article L121-1 traitant de la procédure contradictoire préalable ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 13 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 décembre 2014 réglementant les activités de la société MESSER sur son site d'Ugine ;
- VU** l'étude « séisme » produite par l'exploitant de l'usine MESSER d'Ugine constituée par le
- rapport APAVE du 10 juillet 2023 (Évaluation de la vulnérabilité au séisme des installations relevant du risque spécial du site de la société MESSER à Ugine) ;
 - rapport SAVE du 17 juillet 2023 (Analyse sismique des équipements relevant du risque spécial sur le site MESSER d'Ugine)

VU le guide professionnel DT106 sur la mise en sécurité des installations en cas de sollicitation sismique reconnu par l'administration ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes en date du 2 avril 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 19 avril 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que :

- l'usine MESSER d'Ugine relève d'un classement SEVESO seuil bas et, qu'à ce titre, elle est soumise aux prescriptions des articles 11 à 14 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé précisant les règles parasismiques applicables à certaines installations ;
- en application de ces dispositions, l'exploitant a remis au préfet de Savoie une étude séisme constituée des éléments susvisés ;
- l'étude « séisme » de l'usine d'Ugine a permis d'identifier la nécessité de contrôler et, le cas échéant, de renforcer la mise en sécurité du site en cas de sollicitation sismique ;
- l'article 13 de l'arrêté du 4 octobre 2010 prévoit que le préfet prenne acte par arrêté de l'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques identifiés par l'étude « séisme » ;
- pour assurer la prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, il convient de prescrire la mise en œuvre effective, dans les délais retenus, des moyens techniques identifiés par l'étude séisme ;

CONSIDÉRANT que la société MESSER a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Il est pris acte des conclusions fournies par l'exploitant de l'usine MESSER d'Ugine (ci-après dénommé « l'exploitant ») dans l'étude séisme.

ARTICLE 2

L'exploitant procède, au plus tard 12 mois après la notification du présent arrêté, à la mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique de ses installations, afin qu'il n'y ait plus d'équipement dont la défaillance, en cas de séisme, puisse entraîner des dangers graves sur les personnes à l'extérieur du site.

ARTICLE 3

En cas de non-respect de l'échéancier des travaux de mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique de ses installations, l'exploitant s'expose à des sanctions en application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Ugine pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'Ugine fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

ARTICLE 5 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.514-3-1 et R.181-50 du Code de l'environnement, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à Monsieur le maire d'Ugine.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale

Laurence TUR